



Chaque saison sèche, Ousmane, agropasteur du bassin arachidier sénégalais, conduit son troupeau vers Tambacounda, puis le Ferlo. Face à l'extension des champs, les itinéraires évoluent. Depuis plus de dix ans, le suivi GPS des troupeaux mené avec le dispositif PP2S permet de documenter ces mobilités, parfois longues de plusieurs milliers de kilomètres, et d'éclairer les besoins d'aménagement. Suivre son parcours dans l'exposition immersive *Transhumances 360°* du Cirad.

Les pasteurs du Sahel : faire de l'adaptation un mode de vie

Face aux bouleversements climatiques, aux tensions foncières et aux conflits armés, les sociétés pastorales d'Afrique de l'Ouest n'ont jamais cessé de se réinventer. Astou Diao Camara, sociologue et directrice du Bureau d'Analyses Macroéconomiques de l'ISRA au Sénégal, retrace l'histoire des adaptations développées par les éleveurs et éleveuses pour faire face à l'incertitude. Elle montre comment la mobilité, les complémentarités avec l'agriculture et les innovations ont fait du pastoralisme un modèle de résilience, tout en alertant sur les menaces qui pèsent sur son avenir.

Les tensions politiques et écologiques que connaît le Sahel interrogent la capacité des sociétés pastorales à faire face aux bouleversements en cours. Les parcours naturels, qui occupent près de 40 % des terres émergées d'Afrique de l'Ouest, apparaissent aujourd'hui fragilisés. Or, le pastoralisme n'est pas qu'une adaptation « de survie » aux milieux arides. C'est un système socio-écologique qui intègre la grande variabilité spatiale et temporelle des ressources et les règles sociales locales.

Dans le Sahel, l'adaptation à l'irrégularité et aux chocs climatiques repose ainsi sur des stratégies pour vivre avec - et tirer parti de - l'incertitude. Cette expertise s'exprime dans la mobilité, les complémentarités avec l'agriculture, l'usage des technologies numériques, la gestion de la biodiversité et l'orga-

nisation sociale. Elle invite à renouveler les narratifs sur l'avenir des territoires sahélo-soudanais.

La mobilité pastorale, loin d'être une errance, s'est imposée comme une stratégie d'exploitation rationnelle d'écosystèmes contraints. Les grandes sécheresses des années 1970 et 1980, qui ont décimé 30 % à 50 % des cheptels bovins, ont profondément transformé les dynamiques spatiales : les mobilités de survie, autrefois exceptionnelles vers les régions plus humides du sud, sont devenues des parcours réguliers de transhumance de saison sèche, dont certains perdurent aujourd'hui. Lors de l'épisode de sécheresse de 2009-2010, les pasteurs ont fait preuve d'une agilité exceptionnelle en organisant des transhumances précoces sur des distances inédites. Ils ont rapidement déstocké des animaux

pour acheter de l'aliment pour le bétail, limitant les pertes. Une stratégie redéployée en 2020-2022 pour faire face au retard des pluies et à l'arrêt précoce de l'hivernage.

Agriculture, élevage et diversification : des complémentarités sans cesse réinventées

Les systèmes pastoraux entretiennent de longue date de fortes complémentarités avec les activités agricoles. Dans l'histoire, pasteurs et cultivateurs ont tissé de fortes relations d'interdépendance écologiques et économiques. Passant après les récoltes, les troupeaux transhumants valorisent les résidus de culture et leur fumure fertilise les terres. Dans les zones plus méridionales comme au nord de la Côte d'Ivoire, l'élevage pastoral a ainsi favorisé l'essor de la culture attelée et le maintien durable de la fertilité des sols.



Imageo / Francis - Parry, 2025 - exposition immersive « Transhumance 360° »

Malgré l'évolution des narratifs, les institutions et les politiques publiques peinent encore à reconnaître pleinement l'écologie des parcours et les multiples fonctions de l'élevage extensif.

Face aux incertitudes climatiques, ces complémentarités se réinventent : des éleveurs cultivent des céréales pour limiter leurs achats en période de soudure, tandis que des agriculteurs investissent dans le bétail pour épargner et diversifier leurs revenus. Certains éleveurs s'intègrent aussi dans des filières de rente (arachide, anacarde, pastèque...) ou laitières semi-industrialisées pour accroître et sécuriser leurs revenus.

Ces stratégies s'appuient aussi sur les nouvelles technologies. Dans plusieurs pays du Sahel (Mali, Sénégal, Niger...) des services d'information fournissent directement sur les téléphones mobiles des données satellites sur les ressources pastorales et les marchés. Au Sénégal, un Système Pastoral d'Alerte et d'Information diffuse, via les radios communautaires et SMS, des alertes sur les feux de brousse ou les pannes des forages. Les services monétaires digitalisés facilitent également l'intégration des pasteurs aux marchés et redéfinissent les règles et les rapports de pouvoir.

FACE AUX DÉFIS, LES PASTEURS DÉPLOIENT DES STRATÉGIES D'AGROPASTORALISME ET D'ANCRAGE TERRITORIAL.

L'expertise des pasteurs et des agropasteurs est aussi remarquable sur un plan environnemental. Les travaux récents en écologie des parcours montrent que le passage régulier et encadré des animaux favorise la régénération de la strate herbacée, le recyclage des nutriments et préserve d'importants réservoirs de biodiversité. Si les ruminants

sont souvent présentés comme fortement émetteurs de gaz à effet de serre, plusieurs recherches montrent que, dans les systèmes pastoraux sahéliens, ces émissions sont compensées par la séquestration du carbone dans les sols et les ligneux.

Des espaces sous pression, une bataille foncière et politique

Le pastoralisme, comme mode de valorisation des ressources, a une importance socio-économique régionale considérable. Il contribue en moyenne à 20 % du PIB des États subsahariens et à 40 % de leur PIB agricole, tout en fournissant environ 65 % de la viande bovine, 40 % de la viande des petits ruminants et 70 % du lait.

Pourtant, sa précarisation foncière s'accroît. Entre 1975 et 2025, l'expansion des terres cultivées au Sahel a fortement réduit les espaces pastoraux, sous l'effet de la croissance démographique, des grandes exploitations et filières agro-industrielles, des activités minières et de la spéculation foncière périurbaine.

Les politiques de décentralisation ont aussi souvent joué en défaveur des transhumants. Les conseils locaux, majoritairement composés d'agriculteurs et d'agro-éleveurs sédentaires, privilégient l'agriculture au détriment de la sécurisation de l'accès aux ressources fourragères des troupeaux mobiles. Plusieurs pays côtiers d'accueil imposent en outre des taxes ou restreignent l'accès à leurs territoires. Face à ces défis, les pasteurs déploient des stratégies d'agropastoralisme et d'ancrage territorial. Dans leurs « terroirs d'attache », ils mettent en culture des parcelles marginales ou construisent des infrastructures durables (maisons, salles de classe) pour marquer juridiquement et physiquement leur emprise foncière et se protéger des accaparements. Ils investissent l'espace politique, rejoignent les conseils ruraux. Toutefois, ces stratégies semblent insuffisantes, soit par la faiblesse de la représentation, soit

par un risque de territorialisation exclusive et de privatisation des ressources au détriment d'autres pasteurs allochtones.

Alors que les pasteurs gèrent l'incertitude par la flexibilité, les institutions peinent à intégrer ce paradigme dans leurs politiques d'aménagement. Quand la socio-écologie du pastoralisme expose les capacités remarquables des sociétés pastorales à faire face au contexte multiplement incertain, l'économie politique révèle un profond décalage des institutions et des politiques publiques malgré l'évolution des narratifs, l'écologie des parcours et les rôles multifonctionnels et économiques de l'élevage extensif.

Défendre les communs pastoraux dans un Sahel en crise

Pour contrer la marginalisation institutionnelle, la société civile pastorale, à l'échelle des pays et au-delà, s'est structurée en de puissantes organisations professionnelles régionales (le Réseau Billital Maroobé - RBM, l'Apess, etc.). Ces organisations portent désormais un véritable plaidoyer juridique pour défendre les « communs pastoraux » et s'opposer à la privatisation des terres. En s'appuyant sur des partenariats de recherche régionaux et internationaux, elles s'outillent pour peser sur les décisions politiques et exiger des cadres législatifs qui protègent les couloirs de transhumance et l'accès transfrontalier aux ressources. Elles n'hésitent plus à recourir à la justice : au Niger, la campagne « Sauvons les terres pastorales » a ainsi permis de porter plainte devant les tribunaux contre la spéculation immobilière et l'immatriculation privative des terres communes.

Sur le terrain, ces structures contribuent à la délimitation participative et au balisage de couloirs de passage, d'aires de repos et d'unités pastorales (UP), afin de sécuriser l'accès aux ressources tout en minimisant les dégâts dans les champs cultivés. De plus, elles mettent en place des systèmes endogènes de prévention des crises, à l'image du système de veille et d'alerte du RBM, qui mobilise des sentinelles locales pour faire remonter les informations sur les mouvements précoces et atténuer les conflits locaux.

Au-delà de l'incertitude climatique et des fragilités institutionnelles, la prolifération des conflits armés, du terrorisme et du banditisme au Sahel a transformé l'insécurité en une nouvelle dimension de l'incertitude quotidienne. Les éleveurs, qui en sont les premières victimes (vols de bétail, agressions plurielles, racket), doivent continuellement réorganiser leurs réseaux de mobilité pour contourner les zones de conflits. Cette adaptation s'opère parfois au prix d'une forte concentration des troupeaux sur des espaces

restreints, ce qui exacerbe les tensions vitales autour de l'eau, et force certaines communautés à s'armer pour protéger leur capital.

Dans ce contexte, comment envisager l'avenir des sociétés pastorales? Malgré leurs capacités remarquables à vivre, voire survivre à la crise, les tensions actuelles n'augurent pas de projection facile pour l'avenir. Au regard de la nature des vulnérabilités des acteurs du secteur pastoral et des obstacles auxquels ils doivent faire face, l'avenir du pastoralisme ne peut dépendre de la seule résilience des pasteurs. Il dépendra fondamentalement de la capacité des décideurs à intégrer ce nouveau paradigme. C'est là où une rupture, la plus profonde, est attendue.

Historiquement, les narratifs administratifs et développementalistes ont souvent considéré le pastoralisme mobile comme un système ar-

riéré, perçu à tort comme responsable du surpâturage et de la désertification. Aujourd'hui, de nombreux experts, en lien étroit avec les organisations de la société civile, s'attachent non pas à promouvoir des modèles imposés de l'extérieur, mais à apprendre avec les pasteurs comment répondre à l'incertitude, par des réponses adaptées à chaque contexte.

Aujourd'hui, à l'aune des résultats scientifiques les plus récents, le pastoralisme apparaît non plus comme un « problème » à régler, mais comme un « modèle d'efficacité écologique » et une source d'inspiration pour la résilience mondiale face aux incertitudes climatiques.

Se projeter oblige à rejeter un scénario de statu quo qui, accroché à une vision rigide (fermeture des frontières, sédentarisation forcée...), se révélerait incapable de gérer la

variabilité et pousserait la jeunesse pastorale vers l'exode ou l'économie criminelle. À l'inverse, un scénario favorable reposant sur des politiques publiques reconnaissant la mobilité et la flexibilité comme des atouts stratégiques, assurerait une intégration régionale pacifique, des services sociaux adaptés et une modernisation inclusive des filières. ■

Astou Diao Camara



BAME

Sociologue et directrice du Bureau d'Analyses Macroéconomiques de l'Institut Sénégalais de Recherches Agricoles (ISRA/BAME)

Entretien avec Amadou Hamadoum Dicko, Apess « Construire ensemble les solutions de demain »



APESS

Amadou Hamadoum Dicko préside depuis 2017 l'Association pour la promotion de l'élevage au Sahel et en Savane (Apess), qui fédère des organisations et des familles d'éleveurs dans treize pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre. Chef coutumier de Baraboulé dans la province du Soum au Burkina Faso, il revient sur les grandes transformations vécues par les sociétés pastorales sahéliennes.

GDS : Comment les pasteurs ont-ils survécu aux grandes sécheresses (1968-1973) et (1983-1984) alors que les experts prédisaient à l'époque la fin du pastoralisme ?

Ces sécheresses ont été terribles. Il n'y avait plus d'herbe, presque plus de feuilles sur les arbres. Les animaux mordaient les troncs d'arbres pour manger leurs écorces, ou même de la terre. Mais les éleveurs ont mobilisé leurs connaissances pour identifier des ressources de secours, récolter des feuilles d'arbres résistants et nutritifs, comme le baobab. Ils ont aussi acheté des aliments pour bétail en vendant une partie de leurs troupeaux. Malgré des pertes considérables, la détermination des familles pastorales leur a permis de survivre et de se relever.

GDS : Comment cette expérience a-t-elle incité les populations pastorales à s'organiser ?

Les sécheresses ont montré que les éleveurs devaient se structurer pour défendre leurs intérêts et préparer l'avenir. L'Apess est née en 1989. Nos premières actions ont porté sur la production, la fauche et la conservation du fourrage, mais aussi sur le plaidoyer en faveur de l'élevage mobile. Nous voulions sortir du cycle des crises répétées et faire reconnaître le pastoralisme comme un système économique viable.

GDS : Aujourd'hui, la pression foncière est l'un des principaux défis. Comment défendre les espaces pastoraux ?

Pour la sécurisation des espaces pastoraux et de la mobilité pastorale, nous avons construit notre action autour de plusieurs leviers : l'organisation des éleveurs, les alliances avec les chercheurs, l'influence sur les politiques foncières, et le dialogue avec les autres communautés. Nous sommes convaincus que la sécurisation des espaces pastoraux passe à la fois par l'action collective, le dialogue et la reconnaissance des droits des éleveurs.

GDS : Comment les éleveurs font-ils face à l'insécurité qui touche une partie du Sahel ?

La situation est dramatique. Entre les groupes armés, les vols de bétail et les restrictions de mobilité, beaucoup d'éleveurs ont vu leur mode de vie profondément bouleversé. La brousse n'est plus fréquentable et la ville est invivable pour les éleveurs et leurs animaux. Certains ont migré vers les pays côtiers, d'autres se sont installés à proximité des villes après avoir réduit leurs troupeaux, tandis que d'autres ont dû vendre tous les animaux qu'ils possédaient.

GDS : Le regard porté sur les savoirs pastoraux a-t-il changé ?

Pendant longtemps, les connaissances des pasteurs ont été peu considérées. Aujourd'hui, les chercheurs et les décideurs sont davantage à l'écoute. Les organisations d'éleveurs ont contribué à cette évolution, mais les scientifiques aussi par la reconnaissance progressive de la pertinence de nos savoirs. Aux jeunes éleveurs, je dis qu'il faut s'organiser, se former et rester ouverts aux innovations sans abandonner les connaissances héritées de nos aînés. Aux chercheurs, je recommande de travailler avec les détenteurs de ces savoirs pour construire ensemble les solutions de demain.